



2024 Assistance technique de l'OMC Résultats en bref

De meilleurs résultats et un
impact plus important



Xiangchen Zhang
Directeur général adjoint
Organisation Mondiale du
Commerce

“ En 2024, l'OMC a commencé l'année sur une note positive en accueillant deux nouveaux Membres, à la treizième Conférence ministérielle tenue à Abou Dhabi (ÉAU), en février. Les Comores et le Timor-Leste (deux PMA) sont devenus les 165^{ème} et 166^{ème} Membres de notre organisation.

Comme d'autres pays en développement et PMA Membres et observateurs, les Comores et le Timor-Leste ont bénéficié de programmes d'assistance technique (AT) de l'OMC tout au long de leur processus d'accession. Ces accessions soulignent le rôle essentiel de l'AT dans le renforcement des compétences et des cadres institutionnels nécessaires pour que les économies en développement puissent participer pleinement au commerce mondial.

L'année 2024 a également été marquée par des progrès dans divers autres domaines dans lesquels l'AT entre en jeu. Pour la deuxième année consécutive depuis les perturbations causées par la pandémie de COVID-19, l'AT de l'OMC a fourni des résultats positifs, 82% des objectifs ayant été pleinement ou partiellement atteints. La plupart des indicateurs indiquent la croissance, des résultats stables ou des perspectives prometteuses. En 2024, l'OMC a formé le deuxième plus grand nombre de fonctionnaires jamais atteint : plus de 19 000, dont plus de 5 000 provenant des PMA.

Fonction essentielle de l'OMC, l'assistance technique et les activités de renforcement des capacités visent à renforcer les compétences professionnelles et institutionnelles en matière de commerce dans les pays en développement et les pays les moins avancés Membres ou observateurs de l'OMC. L'assistance technique de l'OMC permet aux bénéficiaires d'acquérir les connaissances nécessaires pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par le système commercial multilatéral et relever les défis potentiels. Au sein du Secrétariat de l'OMC, l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) supervise ces activités.



Cette brochure est un résumé du contenu du Rapport annuel de l'OMC sur l'assistance technique en 2024, (WT/COMTD/W/298 - 25-2372), et a été produite à des fins d'information uniquement.

Ce document ne fait pas partie intégrante du document officiel.

© Organisation Mondiale du Commerce 2025

L'AT de l'OMC en 2024

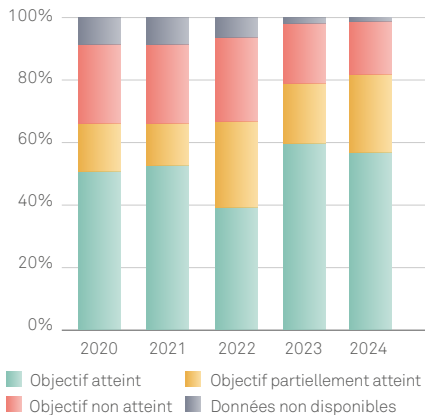
- Les résultats globaux de l'AT de l'OMC ont poursuivi une trajectoire à la hausse en 2024, avec 82 % des objectifs entièrement ou partiellement atteints, consolidant la reprise enregistrée en 2023.
- Plus de 300 activités d'AT ont été mises en œuvre, soit le nombre le plus élevé des dix dernières années, permettant de former plus de 19 000 fonctionnaires gouvernementaux à travers le monde.
- L'approche mixte pour la fourniture de l'assistance technique – combinant des éléments virtuels, en présentiel et des éléments d'apprentissage en ligne – a pris davantage d'ampleur.
- Le nombre d'activités axées sur l'agriculture, les licences d'importation, les normes, et le commerce et l'environnement a sensiblement augmenté, conformément aux demandes des bénéficiaires.
- Une initiative novatrice sur le commerce numérique a été lancée, offrant un renforcement des capacités ciblé afin d'aider les Membres à exploiter le potentiel économique du e-commerce.
- Formation sur les compétences en matière de négociations commerciales, qui a pleinement repris en 2024 après une suspension pendant la pandémie de COVID-19.



Taux de réussite plus élevé

En 2024, le taux de réussite de l'AT, qui mesure la réalisation des objectifs sur la base des indicateurs approuvés par les Membres, a atteint 82%, contre 79% en 2023. Une analyse des résultats montre que le pourcentage des objectifs pleinement atteints (57%) est resté relativement stable (60% en 2023), tandis que celui des objectifs partiellement atteints a progressé pour atteindre 25% (contre 19%), et celui des objectifs non atteints a encore diminué à 16% (contre 19%). Ces améliorations d'une année sur l'autre reflètent des gains durables dans les performances, prenant appui sur les résultats satisfaisants de 2023, qui ont connu un net redressement après le ralentissement causé par la pandémie de COVID-19.

Taux de réussite (2020-2024)



Participation croissante

Plus de 19 000 fonctionnaires gouvernementaux ont participé à plus de 300 activités d'AT mises en œuvre pour renforcer leurs capacités dans des domaines liés au commerce, conformément aux besoins exprimés par les bénéficiaires. La participation globale a augmenté de 19 % par rapport à l'année précédente, retrouvant ainsi le niveau moyen enregistré entre 2016 et 2019.

Cette croissance était essentiellement tirée par une forte hausse, de 45%, de la participation aux cours d'apprentissage en ligne. Le niveau de participation aux cours en ligne a été le plus élevé jamais enregistré (13 700 participants), tandis que la participation aux activités en présentiel a diminué et a représenté moins de 25% du total. Il s'agit d'une évolution importante car, avant la pandémie, les activités d'AT en présentiel représentaient environ la moitié de la participation.

En ce qui concerne les types d'activités menées en présentiel, le nombre de demandes d'activités nationales – un indicateur clé de la demande directe des Membres concernant l'AT de l'OMC – a diminué de 27% par rapport aux niveaux records de 2023. Néanmoins, la participation aux activités nationales a dépassé la participation aux activités mondiales et régionales, comme les années précédentes, et les demandes sont

restées au-dessus des moyennes habituelles, ce qui témoigne d'un intérêt constant pour une assistance sur mesure, adaptée aux pays.

Outre les cours, le Secrétariat a continué d'offrir des programmes d'apprentissage par la pratique, grâce à la formation en cours d'emploi. Au total, 65 participants ont bénéficié de ces programmes, un chiffre qui permet de maintenir le niveau record de 2023.

Un programme de cours plus pertinent

Le Secrétariat redéfinit en permanence son contenu de formation afin de traiter les questions urgentes liées au commerce, d'étudier des sujets de l'OMC moins conventionnels et d'améliorer les activités existantes. Le potentiel inexploité du commerce numérique pour les économies en développement a incité au lancement du projet "Le commerce numérique en Afrique", qui est entré dans sa phase de mise en œuvre en 2024 avec un soutien substantiel en matière d'AT.

Plusieurs autres activités de formation concernaient le lien entre le commerce et l'environnement, notamment la reprise du cours thématique avancé sur le commerce et l'environnement après une interruption de

six ans. Que ce soit en présentiel et en ligne, ces activités ont réuni plus de 900 participants. Le Secrétariat a également examiné l'intersection du commerce et de la santé publique dans le cadre d'ateliers

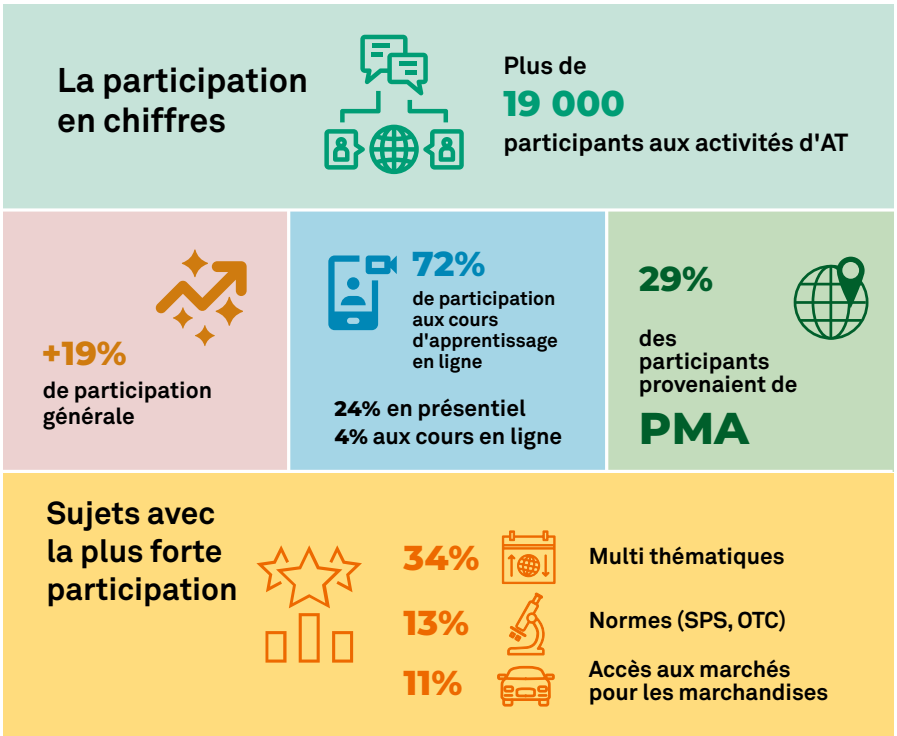
multidisciplinaires. La formation sur les compétences en matière de négociations commerciales, perturbée par la pandémie de COVID-19, a repris à un rythme accéléré.

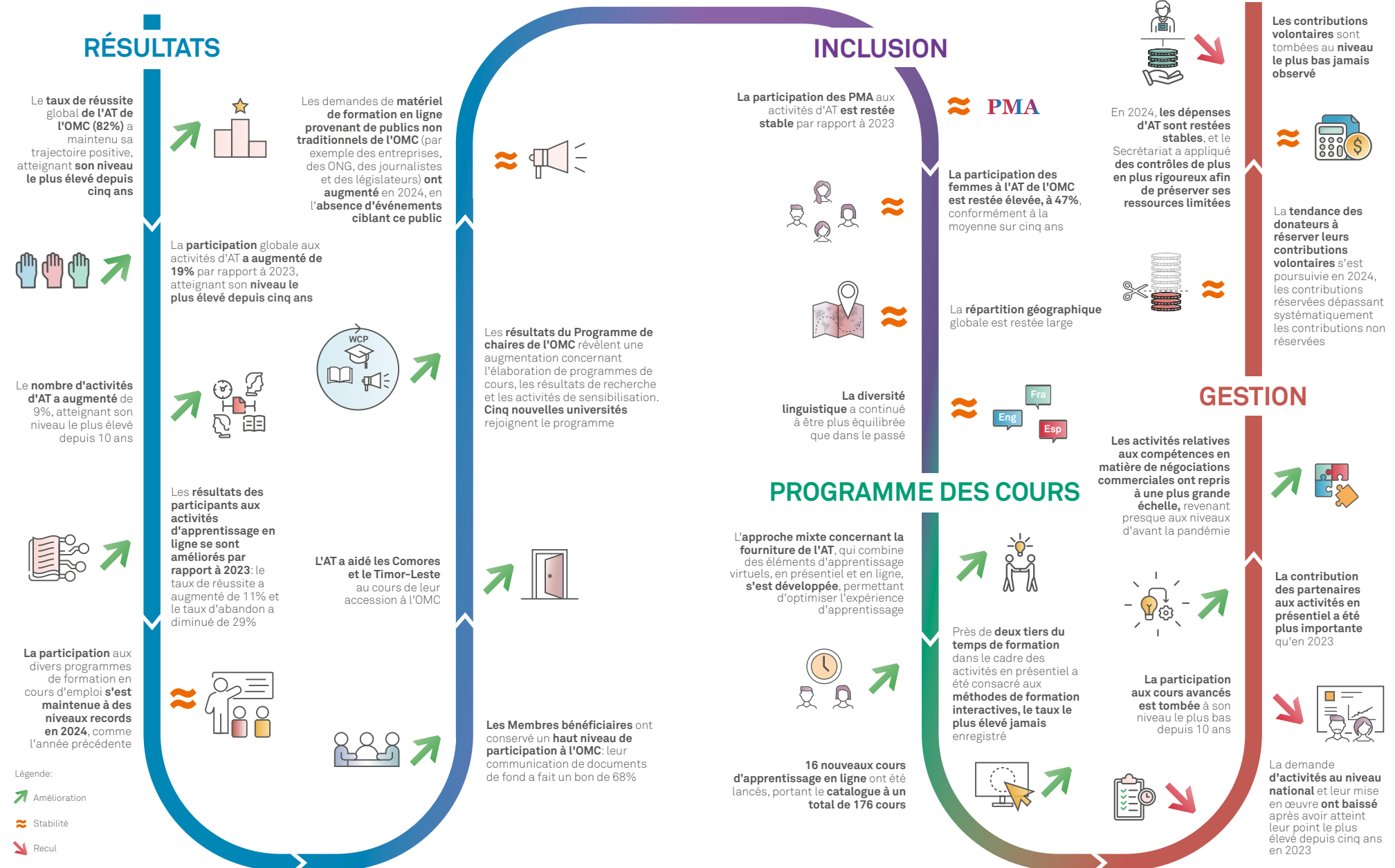
Équilibrer la demande et les contraintes financières

De nouveau, l'AT de l'OMC a fait face à des pressions financières sans précédent, les contributions volontaires étant tombées à leur niveau le plus bas depuis 25 ans. En 2024, les contributions volontaires non réservées reçues des Membres donateurs ont représenté au total moins de 3 millions de CHF.

Le Secrétariat a mis en œuvre des mesures rigoureuses de contrôle des coûts tout au long de l'année pour améliorer la situation. Ces mesures ont permis de préserver le volume et la qualité de la fourniture de l'AT, mais d'autres réductions pourraient commencer à avoir une incidence tant sur les niveaux de participation que sur l'efficacité globale des programmes d'AT de l'OMC.

La participation en chiffres





Gros plan

L'assistance technique au cœur des initiatives novatrices sur le commerce numérique

Une enquête menée en 2023 dans le cadre de la préparation du plan d'AT 2024-2025 de l'OMC a mis en avant les questions liées au commerce numérique comme étant la principale priorité pour les bénéficiaires de l'AT dans des domaines ne faisant pas l'objet d'accords multilatéraux. Ces dernières années, le Secrétariat de l'OMC, en partenariat avec la Banque mondiale, a lancé une importante initiative visant à répondre à cet enjeu d'actualité. Le projet, dont plusieurs activités ont été mises en œuvre en 2024, comprend un appui en matière d'assistance technique.



Le commerce numérique en Afrique: Libérer le potentiel de développement du commerce électronique

En juillet 2023, l'OMC et la Banque mondiale ont présenté aux fonctionnaires africains une note d'orientation conjointe intitulée Faire du commerce numérique un catalyseur du développement de l'Afrique.

En 2024, le projet Le commerce numérique en Afrique est entré dans sa deuxième phase, donnant lieu à des évaluations des besoins concernant le commerce numérique menées par la Banque mondiale et l'OMC dans 6 économies pilotes qui avaient exprimé leur intérêt: Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Nigéria et Rwanda. Les évaluations ont permis d'analyser en profondeur les cadres nationaux en matière de politiques et de réglementations pour le commerce numérique,

en les comparant aux meilleures pratiques internationales.

Ces solutions ont été présentées lors d'un atelier régional tenu à Gaborone, au Botswana, au cours duquel les participants ont évoqué plusieurs solutions aux principales difficultés identifiées, y compris l'établissement de comités nationaux sur le commerce numérique, le développement et l'harmonisation des réglementations, la sensibilisation au moyen d'initiatives de formation et de renforcement des capacités, la promotion de partenariats public-privé et l'examen de la participation à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) pour faciliter l'accès aux technologies numériques.

Gros plan

Renforcer les compétences des fonctionnaires gouvernementaux en matière de négociations commerciales

Dans une organisation qui a été créée pour servir de cadre aux négociations commerciales, il est indispensable de renforcer les capacités des Membres et des observateurs de mener des négociations commerciales. Des cours intensifs sont conçus pour doter les fonctionnaires gouvernementaux des compétences, des stratégies et des tactiques nécessaires.

En 2020 et en 2021, les perturbations liées à la pandémie de COVID-19 ont entraîné la suspension de la formation sur les compétences en matière de négociations commerciales, étant donné que le caractère très interactif des simulations de négociations ne pouvait pas être reproduit en ligne de manière adéquate. Après une reprise progressive en 2022, ces programmes de formations ont connu un redémarrage en 2024 en réponse à la demande soutenue et au vif intérêt des bénéficiaires.

Sept ateliers nationaux sur les compétences en matière de négociations commerciales ont été organisés en El Salvador, en Jamaïque, en Oman, aux Philippines, au Qatar, en République kirghize et aux Tonga. En outre, un atelier régional en Grenade a réuni des participants locaux de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Au total, 182 fonctionnaires gouvernementaux ont participé à ces programmes de formation.

Ce programme de cours complet couvrait toutes les étapes des négociations commerciales – de la préparation aux accords finals, en passant par les consultations initiales. Les participants ont effectué des exercices théoriques et pratiques, y compris des simulations et des études de cas fondées sur des données du monde réel.



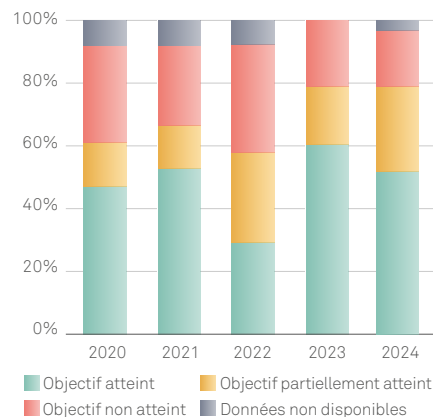
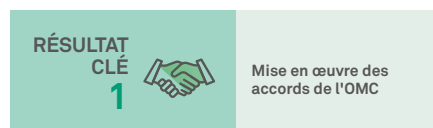
Irvine Daniel Jr.

Coordonnateur

Ministère du commerce, Saint Kitts et-Nevis

Participant à l'atelier régional en Grenade

“ Cette activité a considérablement renforcé ma confiance, sur le plan professionnel, en ce qui concerne la participation à des négociations commerciales. Elle a également ravivé ma passion pour la politique commerciale et m'a motivé pour la poursuite de ma formation dans ce domaine.



Victor Orlando Bisonó Haza
Ministre de l'industrie, du commerce et des MPME (République Dominicaine)

“ L'atelier national a renforcé les capacités techniques et la coordination interinstitutionnelle, ce qui a permis à la République dominicaine, après 15 années, de présenter le questionnaire annuel sur les licences d'importation.

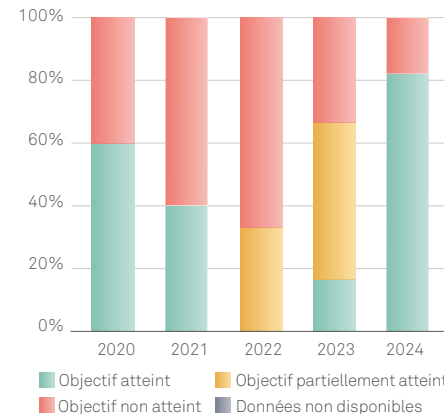
Un soutien constant aux Membres et aux observateurs

L'objectif premier de l'assistance technique de l'OMC est de renforcer la capacité des fonctionnaires gouvernementaux des pays en développement et des PMA Membres et observateurs de respecter leurs engagements dans le cadre de l'OMC et de tirer parti de leurs droits dans le système commercial multilatéral.

Le nombre de documents “de fond” présentés par les Membres bénéficiaires de l'AT, seuls ou conjointement avec d'autres, aux organes de l'OMC a augmenté de 68% par rapport à l'année précédente, atteignant 1 178, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis plus de 10 ans. Cela constitue un indicateur indirect de leur participation croissante aux travaux des organes de l'OMC.

Les initiatives liées à la transparence restaient une priorité pour réduire les retards dans les notifications au titre de divers Accords de l'OMC. Globalement, les pays en développement et les PMA Membres ont présenté 86% du total des notifications relatives aux obstacles techniques au commerce (OTC) et 74% du total des notifications au sujet de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) en 2024. L'expansion des activités d'AT axées sur l'action en matière de transparence dans l'évaluation en douane et les licences d'importation a conduit à des progrès exceptionnels concernant la présentation des notifications en suspens au titre de ces accords.

Les Membres bénéficiaires de l'AT sont également restés actifs pour ce qui est de soulever des préoccupations commerciales spécifiques (PCS) liées aux mesures SPS et aux OTC, ce qui démontre leur engagement continu dans les Comités de l'OMC.



Ahmed Mzé
Conseiller économique
Mission permanente des Comores auprès de l'OMC



Antonio Da Conceicao
Ambassadeur et Représentant permanent du Timor-Leste auprès de l'OMC

Accompagner les Nouvelles accessions

Pour la première fois depuis huit ans, deux nouveaux Membres, les Comores et le Timor-Leste ont accédé à l'OMC après l'approbation de leurs modalités d'accession pendant la treizième Conférence ministérielle (CM13). Cet événement était l'aboutissement d'un processus long et intense qui a bénéficié du soutien constant du Secrétariat jusqu'à ses toutes dernières étapes.

Après ces deux accessions, les priorités de l'AT ont été dirigées vers certains des 22 autres gouvernements souhaitant accéder à l'OMC: l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'Iraq, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, et des PMA comme l'Éthiopie et la Somalie.

“ Du début des négociations à la conclusion, plus de 20 fonctionnaires gouvernementaux ont suivi une formation sur plusieurs Accords de l'OMC, et ils ont joué un rôle clé dans les négociations bilatérales et multilatérales. L'assistance technique fournie par le Secrétariat de l'OMC a aidé les Comores à acquérir les compétences nécessaires pour les négociations commerciales, ce qui était l'un des défis majeurs du processus d'accession.

“ Pendant le processus d'accession, le Secrétariat a aidé les diplomates en poste à Genève et les fonctionnaires en poste dans les capitales à se repérer dans la feuille de route pour l'accession et la post-accession. Les visites, les ateliers et les consultations ont renforcé les compétences de l'équipe de négociation, en particulier s'agissant d'examiner les contributions importantes et les engagements avant distribution aux Membres au niveau multilatéral.

RÉSULTAT CLÉ 3

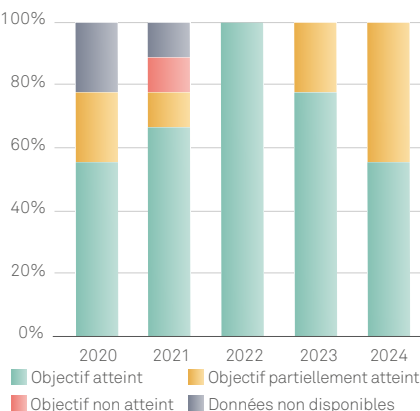


Les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques

Faire progresser la recherche universitaire et le dialogue sur les politiques

Le Programme de chaires de l'OMC (PCO) soutient les établissements universitaires et les chercheurs des pays en développement Membres, renforçant leur capacité de mener des recherches liées au commerce et d'éclairer le débat sur les politiques.

Au cours de la phase III du programme, qui s'est poursuivie jusqu'en 2024, les résultats de recherche des 15 chaires participantes ont connu une progression de 16%, et les activités de sensibilisation de 23%, ce qui témoigne de l'impact croissant du programme. Dans le cadre de la préparation de la phase IV en 2025, cinq nouvelles universités ont été sélectionnées, entraînant un élargissement du réseau mondial du PCO à 39 chaires et permettant d'accroître la représentation de certaines régions.



Ambassadeur Ram Prasad Subedi

Représentant permanent du Népal à l'OMC

Président du Comité du commerce et du développement de l'OMC

“ Pour faire en sorte que l'OMC réponde aux besoins de tous ses Membres, nous devons reconnaître les difficultés particulières rencontrées par les pays en développement et les PMA. Il est essentiel de prendre des mesures concrètes pour soutenir leur intégration dans le système commercial multilatéral. C'est dans ce cadre que le Programme de chaires de l'OMC joue un rôle important.

RÉSULTAT CLÉ 4

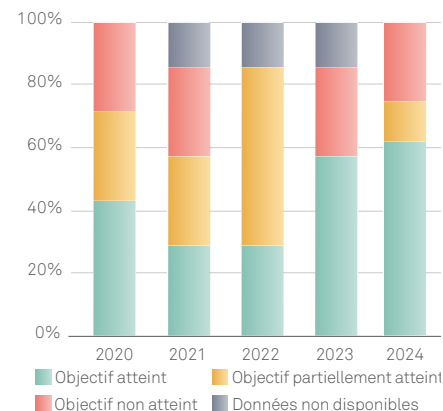


Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent

Renforcer la sensibilisation et le dialogue avec les parties prenantes non traditionnelles

L'AT de l'OMC implique également des parties prenantes non gouvernementales telles que des membres du Parlement, des journalistes, des organisations de la société civile et du secteur privé qui influencent indirectement la politique commerciale de leur pays. Des contraintes budgétaires en 2024 ont entraîné une forte baisse des activités de sensibilisation à l'intention de ces groupes, et seulement deux événements ont été organisés pour des journalistes. Les matériels pédagogiques d'apprentissage autonome mis à la disposition du grand public par l'intermédiaire de la plateforme d'apprentissage en ligne ont fait l'objet de plus de 9 000 demandes, ce qui reflète la pertinence continue de l'AT au-delà des institutions gouvernementales.

Les efforts visant à mieux faire connaître les activités d'assistance technique et à diffuser des renseignements sur le commerce à un public plus large ont été encore renforcés au moyen des plates-formes Web et des réseaux sociaux. En 2024, le nombre de visites sur les pages Web relatives à l'AT de l'OMC a doublé par rapport à l'année précédente, ce qui a renforcé le dialogue avec diverses parties prenantes et mieux fait connaître le rôle de l'AT dans la promotion d'un système commercial multilatéral inclusif.



Donner la priorité à l'inclusion



38 PMA
ont bénéficié de l'AT
de l'OMC

Le principal objectif de l'AT de l'OMC est d'uniformiser les règles du jeu dans le système commercial multilatéral afin que les plus faibles et les plus vulnérables ne soient pas exclus. Cette mission exige d'accorder une attention particulière à l'inclusion des PMA et des femmes, et de veiller à ce que l'AT soit largement disponible à travers le monde et dans les trois langues de l'OMC.

En 2024, 29% des bénéficiaires de l'AT étaient des ressortissants de PMA, représentant 38 Membres et observateurs de l'OMC, soit un niveau stable par rapport à l'année 2023.



Ambassadrice Kadra Ahmed Hassan de Djibouti

Représentante permanente auprès de l'OMC
Coordonnatrice du Groupe des PMA de l'OMC

“ L'assistance technique de l'OMC est un outil clé pour l'inclusion de nos pays pour réaliser nos objectifs de développement et de réduction de la pauvreté. Les programmes existants aident nos fonctionnaires et experts à mieux comprendre et à participer activement aux négociations commerciales, à mettre en œuvre les accords de l'OMC, et à exploiter les avantages du commerce pour stimuler leur développement économique.



47% de
participantes

La part de la participation des femmes aux activités d'AT de l'OMC (47%) est restée élevée. Elle a augmenté dans les activités menées dans les Caraïbes, en Amérique latine, dans la région ECOACC et au niveau mondial, a été stable dans la région Asie-Pacifique et en ce qui concerne l'apprentissage en ligne, mais elle a reculé en Afrique et au Moyen-Orient.

Grâce à l'apprentissage en ligne, la participation aux activités d'AT de l'OMC a augmenté dans toutes les régions, en particulier en Afrique, en Asie-Pacifique et dans les Caraïbes.

La répartition des langues utilisées dans la conduite des activités d'AT n'a pas beaucoup changé depuis 2021 et était plus équilibrée qu'avant la pandémie. La moitié des activités d'AT – à la fois en ligne et en présentiel – se sont déroulées en anglais (49%), tandis que le français et l'espagnol ont été utilisés pour 21% et 25% des activités, respectivement. Le reste (5%) concerne des activités pour lesquelles des services d'interprétation ont été assurés.



Bernardine Sindzi Indouyi

Chargée d'études, Ministère du commerce du Gabon
Participante au cours avancé sur le commerce des services

“ Ce qui a rendu la formation particulièrement profitable, est qu'elle a été dispensée en français. Pour les participants francophones comme moi, pouvoir étudier des concepts et mener des discussions complexes dans notre langue maternelle a été inestimable.

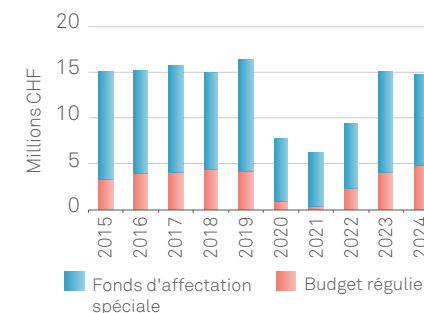
Dépenses d'AT: Contrôles stricts

Globalement, les dépenses d'AT en 2024 sont restées presque au même niveau que l'année précédente, ce qui a confirmé que les années de pandémie étaient définitivement révolues. Les dépenses d'AT totales se sont élevées à 13,7 millions de CHF, soit légèrement moins que la moyenne enregistrée pendant la période 2015-2019.

L'ensemble des dépenses d'AT sont restées dans la limite des ressources disponibles pour l'AT pendant l'année, grâce aux réserves accumulées pendant la pandémie, et le Secrétariat a pu répondre pleinement aux demandes d'AT des bénéficiaires.

Des contrôles toujours plus stricts visant les dépenses d'AT ont été mis en œuvre progressivement au cours de l'année, le but étant de préserver autant que possible les réserves en espèces destinées à l'AT et de maximiser le rendement pour les bénéficiaires de l'AT. Les mesures prises comprenaient une réduction du nombre de formateurs ou d'intervenants extérieurs financés, une plus grande pression sur les partenaires de l'assistance technique afin

Dépenses d'assistance technique (2015-2024)



Norifumi Kondo

Ministre et Représentant permanent adjoint du Japon auprès de l'OMC

“ Le Japon a versé une contribution d'environ 230 000 EUR au Fonds global d'affectation spéciale en 2024 et a fait don de plus de 13,6 millions d'EUR aux divers fonds d'affectation spéciale de l'OMC depuis plus de 20 ans. En soutenant les activités d'assistance technique de l'OMC, le Japon entend renforcer les compétences et les cadres institutionnels liés au commerce des Membres, ce qui contribue à leur développement durable.

qu'ils financent une partie des coûts des activités, une préférence accordée à des sites meilleur marché pour les activités d'AT, la négociation de conditions d'hôtellerie et de transport plus favorables, etc. Jusqu'à présent, le Secrétariat a largement préservé la qualité et le volume de ses activités d'AT, mais il atteint maintenant la limite de ce qui peut raisonnablement être obtenu. Des économies supplémentaires auront une incidence sur les volumes ou la qualité de l'AT, voire les deux.

Les ressources pour l'AT: un nivellement par le bas!

L'AT de l'OMC est traditionnellement financée par des fonds issus du budget ordinaire et des contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale, réservées ou non. Bien que les Membres maintiennent l'enveloppe budgétaire ordinaire pour l'AT à un niveau constant de 4,5 millions de CHF depuis 2012, certaines économies réalisées dans d'autres parties du budget ont permis au Secrétariat d'augmenter légèrement la part des dépenses d'AT qu'il pouvait financer. Après une croissance rapide au cours des dix premières années qui ont suivi la création de l'OMC, les contributions volontaires en faveur de l'AT ont diminué de façon régulière depuis 2007.

Moins de 3 millions de CHF de contributions volontaires non réservées ont été reçus en 2024 de la part de 7 donateurs, soit le niveau le plus bas depuis 25 ans, ce qui correspond à 13% des contributions records reçues pendant la période 2006-2009. Dans le même temps, les contributions volontaires réservées sont restées stables. Elles dépassent maintenant systématiquement les contributions volontaires non réservées, ce qui augmente la part des donateurs dans l'offre d'AT de l'OMC.

Financement de l'assistance technique de l'OMC

Près de 57 % des ressources de l'assistance technique de l'OMC en 2024 provenaient de contributions volontaires des Membres, tandis que les 43 % restants étaient financés par le budget régulier de l'OMC.



**Institut de formation et de coopération technique
Organisation mondiale du commerce**

Centre William Rappard,
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél. +41 (0)22 739 51 11
Courriel: TAMS@wto.org
Site Web: <https://www.wto.org/fr>

**Les Membres de l'OMC
ayant contribué aux Fonds
d'affectation spéciaux ces
dernières années.**

Pour en savoir plus

